

Session Plénière du 28 février 2019

RAPPORT N°19.01.02 – Transition énergétique en région Centre-Val de Loire : mobiliser face à l’urgence climatique et sociale.

Intervention de Michel CHASSIER

Monsieur le Président, Chers collègues,

Gouverner c’est prévoir, et le rôle des politiques est bien de se projeter au-delà de la vision à court terme qui caractérise trop souvent les décisions économiques.

Or cette vision, qu’on le veuille ou non, est largement partagée aussi bien par les partisans du néo-libéralisme que par les néo-keynésiens.

Car si Friedrich Hayek juge absurde toute « *technique de gouvernement* » prétendant intervenir dans les mécanismes du marché, Keynes propose lui aussi d’agir sur le court terme et il ne faut pas oublier sa célèbre déclaration « *à long terme, nous serons tous morts* ».

La position du Rassemblement national, qui consiste à rétablir l’ordre des choses, et donc à réaffirmer la priorité du politique afin de définir les axes d’une stratégie à long terme est donc plutôt conforme avec les préoccupations qui sont exprimées dans ce rapport sur l’avenir de la planète.

Mais à condition de s’appuyer sur un diagnostic solide et de savoir fixer les priorités.

Car il n’est jamais bon de jouer sur les peurs pour contraindre les peuples à des choix qui, à juste titre, ne leur semblent pas toujours bénéfiques.

C’est pourquoi, avant de nous pencher sur les axes de la stratégie régionale et le mode de gouvernance qui nous est proposé, il est important de revenir sur le contexte, que vous rappelez brièvement en introduction.

Bien sûr il n’est pas possible ici d’ouvrir un débat sur l’histoire des changements climatiques et sur leurs causes, si tant est qu’il soit encore possible aujourd’hui d’en débattre sereinement.

Comme le constatait amèrement Philippe Verdier licencié par France 2 pour avoir émis des opinions contraires à la doxa climatique : « *il devient impossible dans notre pays d’exposer un avis ouvert sur cette question sans être insulté ou stigmatisé.* »

Je sais par conséquent que le simple fait d’exprimer une nuance, une critique voire le moindre murmure sur un sujet aussi sensible risque de provoquer les clameurs d’indignation habituelles sur certains bancs de cette assemblée, mais nous y sommes habitués, et je

répondrais simplement en citant Claude Bernard, le père de la méthode expérimentale, qui disait « *là où l'on crie, il n'y a pas de science* ».

Il n'en reste pas moins que l'on peut en effet reprocher à nombre d'experts de se concentrer sur les données de court terme, essentiellement sur l'évolution des températures depuis 1850, qui correspond au début de la révolution industrielle.

Une vision plus large, à l'échelle des temps géologiques, devrait nous rendre plus modestes et nous faire comprendre que nous vivons actuellement dans un interglaciaire et qu'aucun modèle ne peut prédire si dans un siècle le climat sera plus chaud ou plus froid qu'aujourd'hui sur l'ensemble du globe.

En réalité la démarche du GIEC n'est qu'un avatar du "scientisme" politique défini par Auguste Comte et Ernest Renan, prétendant inféoder le politique à la science, mais de facto n'aboutissant qu'à permettre à des cliques politiques de récupérer la "science", dûment sélectionnée – en ne retenant que ce qui leur convient – pour avancer des agendas politiques particuliers.

Pour ne prendre que l'exemple de notre région, sans remonter à l'optimum climatique du Moyen Age qui est lui-même relativisé, si ce n'est contesté parce qu'il gêne, aux XV^{ème} et XVI^{ème} siècles, la Touraine produisait encore non seulement des agrumes, mais aussi des grenades, des dattes, des abricots, des figues et des olives. De nombreuses chroniques en attestent.

La culture de l'olivier n'y fut abandonnée qu'après le « *grand hiver de 1709* ».

Globalement d'ailleurs, on peut considérer que les périodes de réchauffement ont été favorables à l'humanité, au contraire des périodes de glaciation.

C'est pourquoi nous refusons de sombrer dans le catastrophisme.

J'ajouterai qu'il y a peut-être plus grave et plus urgent que les émissions de CO², par exemple la déforestation, l'artificialisation des sols, le prélèvement excessif des ressources naturelles ou la perte de la biodiversité.

Il est évident que la cause principale des ces phénomènes demeure la pression démographique, et qu'il ne suffit pas de préconiser une stratégie de sobriété pour inverser la tendance actuelle.

Cela pourrait s'appliquer aux pays les plus riches, sans oublier toutefois que tout le monde n'y connaît pas la « surabondance matérielle », il y a aussi beaucoup de gens qui connaissent les difficultés, la précarité, et vivent parfois sous ce que l'on définit comme le « seuil de pauvreté ». C'est la fameuse opposition entre la « fin du monde » et la « fin du mois », une

des causes de la crise sociale que nous traversons, et vos propositions sont loin, très loin, d'y répondre.

Mais cette recommandation est encore plus illusoire dans les pays les plus pauvres et dans les pays émergents où aujourd'hui seule une partie de la population accède à un niveau de consommation comparable au nôtre.

Il suffit pour s'en convaincre de regarder le classement des pays en terme de PIB à parité de pouvoir d'achat, établi par le FMI en 2016, et les prévisions pour 2030 : la France serait aujourd'hui au 10^{ème} rang, derrière des pays comme la Russie, le Brésil et l'Indonésie, et la montée en puissance des puissances émergentes ne fera que s'accroître, puisque le FMI considère que nous nous dirigeons progressivement vers une harmonisation du PIB par habitant, ce qui amènera des pays comme l'Égypte ou le Nigéria à nous devancer.

Au total, en prenant les 32 premiers pays du classement, le PIB global augmenterait de 158% à l'horizon 2050, pour une population mondiale estimée à 9,8 milliards d'habitants, avec toutes les conséquences que cela va entraîner sur la consommation d'énergie et l'exploitation des ressources naturelles.

C'est dans ce contexte global qu'il convient de raisonner, et pas dans le microcosme de notre région qui représente trois dix millièmes de la population mondiale.

Une stratégie de transition énergétique ne pourrait donc s'envisager qu'au niveau national.

Mais la Secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Transition écologique et solidaire, Brune Poirson, estime « *qu'il faudrait mobiliser 55 à 85 milliards d'euros par an en France pour lutter contre le réchauffement climatique, soit environ le produit de l'impôt sur le revenu* » (environ 72 Md€ en 2018). Et nous en sommes loin.

C'est pourquoi il serait illusoire de surestimer le rôle de la Région au regard des leviers dont elle dispose.

Encore faudrait-il que les axes retenus soient pertinents, ce qui ne nous semble pas toujours le cas.

Nous soutiendrons les mesures en faveur de l'efficacité énergétique des bâtiments, nous pouvons bien sûr encourager les recherches sur l'hydrogène en faisant tout même remarquer que cela devrait être d'abord le rôle de l'Etat, ou encore les projets de méthanisation raisonnables.

Mais nous ne vous suivons pas sur les éoliennes et le photovoltaïque, sur le tout-électrique pour les véhicules, ni sur l'idée d'une COP régionale.

Nous regrettons aussi que la question du nucléaire soit volontairement éludée, et que l'on oublie ne serait-ce que de mentionner la seule énergie qui pourra répondre aux défis mondiaux que je viens d'évoquer : la fusion thermo nucléaire.